

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 12/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA

7 rue Auguste Lambiotte
58700 Prémary

Références : 250358
Code AIOT : 0025100073

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA, implanté Rue Auguste Lambiotte - 58700 Prémary. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA
- Rue Auguste Lambiotte 58700 Prémary
- Code AIOT : 0025100073
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DERICHEBOURG est spécialisée dans l'affinage d'aluminium.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La traçabilité de la vérification de 2 extincteurs n'a pas été réalisée. Le RIA n'a pas fait l'objet de vérification en 2024 ni 2025.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 09/09/2021, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
2	Détection et alarme	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 38.4	Demande d'action corrective	1 mois
4	Contrôles des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 40	Demande d'action corrective	3 mois
6	Niveaux sonores et émergences	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 26.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Prévention des envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 6.3	Demande d'action corrective	6 mois
8	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Accès, surveillance	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 36	Sans objet
5	Auto-surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 26.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats lors de la visite que :- Le site n'est pas équipé de détecteurs d'incendie alors que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 01/08/2005 en prescrit "dans les zones de sécurité".

- Le contrôle des installations électriques a mis en évidence qu'elles présentent un risque d'incendie ou d'explosion.

- Des dépassements importants des seuils réglementaires d'émergence ont été mesurés lors du contrôle réalisé en 2022 ; de nouvelles mesures sont prévues en septembre 2025, elles permettront

de contrôler le retour à la conformité des installations.- Les bennes de stockage de ferraille situées à l'extérieur ne sont pas identifiées ni protégées des eaux météoriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2021, article 2			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Libellé de la rubrique et critères de classement	Nature de l'installation	Régime
3250.3.a	<p>Production, transformation des métaux et alliages non ferreux</p> <p>3. Autres métaux non ferreux :</p> <p>c) Fusion, y compris alliage, incluant les produits de récupération, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour</p>	<p>Affinage de l'aluminium de seconde fusion et fabrication de lingots.</p> <p>Puissance thermique des installations : 13 250 kW.</p> <p>Capacité maximale totale de 250 tonnes/jour. Affinage de l'aluminium de seconde fusion et fabrication de lingots (capacité maximale de production = 250t/j) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 fours rotatifs DROSS 500 de 2 000 kW unitaire, oxy-gaz . (capacité nominale = 13 t unitaire, environ 5 m3). - 1 four rotatif DROSS 300 de 1 500 kW unitaire, oxy-gaz . (capacité nominale = 7,8 t unitaire, environ 3 m3). 	A

		<p>- 2 fours de maintien au gaz naturel de 2500kw unitaire (capacité nominale : 25 tonnes, environ 10 m3).</p> <p>- 4 brûleurs gaz de 500 kW unitaires au niveau de l'aire de réchauffage des poches d'aluminium liquide.</p> <p>- 10 brûleurs gaz de 75 kW unitaire pour le maintien en température de l'aluminium au niveau de la chaîne de lingotage.</p> <p>Puissance thermique des installations :13 250 kW.</p>	
2713-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. la surface étant supérieure ou égale à 1 000m².</p>	<p>Aire extérieure de stockages couverts de déchets vrac à base d'aluminium (ferrailles, carters, plaques métalliques) Surface de cette aire imperméabilisée : 10 000 m² (hors aires de circulation)</p> <p>Locaux intérieurs de stockage de déchets contenant de l'aluminium :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Local crasses, environ 600 m² - Local divers, environ 600 m² <p>Zone de Stockage en partie arrière des fours (environ 800 m²)</p> <p>Stockage de matières au niveau de l'ancien</p>	E

		<p>local à séchoir à copeaux(environ 300 m²)</p> <p>Superficie globale des aires destinées au stockage et à la récupération des déchets : environ 12 300 m².</p>	
4725-2	<p>Oxygène(emploi et stockage d'): la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2-supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t</p>	<p>Stockage d'oxygène liquéfié dans une cuve aérienne d'une capacité de 50 000 litres (environ 56,82 t) pour alimentation des fours de fusion et maintien oxy-gaz.</p> <p>Atelier maintenance: 5 bouteilles de 10,3 m³ pour les opérations de soudage (poste oxy-acétylène, environ 86 kg)</p> <p>Quantité maximale stockée sur le site: 60 tonnes</p>	D

Constats :

Un porter-à-connaissance est en cours d'instruction pour réactualiser la situation administrative, notamment suite à la création d'une installation de transit de déchets dangereux (rubrique 2718), une demande de modification des valeurs limites d'émission et d'autres évolutions sur le site.

L'exploitant indique qu'un dossier de cas-par-cas est en cours d'élaboration pour l'entreposage de 400 tonnes de déchets.

Par courriel du 30 juillet 2025, l'exploitant a indiqué que ce projet est abandonné.

Un dossier de cessation partielle pour la suppression du séchoir est également en cours d'élaboration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre :

- un dossier de cessation partielle pour la suppression du séchoir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Détection et alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 38.4
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation – Détection et alarme
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones de sécurité doivent être munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'implantation des détecteurs doit résulter d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité. Les détecteurs et leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information doivent être alarmés et secourus en cas de défaillance. Les moyens de détection et d'alarme doivent être accessibles en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> la présentation de la fiche entreprise sécurité incendie qui présente succinctement les dispositions prises par l'entreprise en matière de risque incendie. <p>L'exploitant indique ne plus avoir de stockage de bouteilles de gaz usagées. Il précise également l'absence de détecteur gaz et incendie sur le site, et qu'il n'y en a jamais eu. Les dispositifs incendie sont illisibles sur le plan figurant dans la fiche entreprise sécurité incendie transmise.</p> <p>L'exploitant a indiqué dans son porter-à-connaissance ne pas avoir de matières premières ni produits finis combustibles et que le site ne présente pas de risque d'explosion ou de dégagement de substances toxiques.</p> <p>Il n'y a pas de fluides frigorigènes sur le site. Lors de la visite sur site, il n'a pas été observé de matière combustible. La nécessité de maintenir des prescriptions relatives à la détection incendie est en cours d'analyse dans le cadre de l'instruction du porter-à-connaissance, tant que les dispositions de l'arrêté préfectoral ne sont pas modifiées, elles ne sont pas respectées au vu des constats lors de la visite.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Accès, surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 36
Thème(s) : Risques accidentels, Accès, surveillance
Prescription contrôlée : L'établissement doit être clôturé sur toute sa périphérie sur une hauteur minimale de 2 mètres. La clôture doit être facilement accessible à l'intérieur de l'établissement de façon à pouvoir contrôler son intégrité.
Constats : Lors de la visite du 07/03/2024, l'inspection demandait que le site soit clôturé sur la périphérie avec une hauteur minimum de 2 mètres. L'exploitant a transmis le devis du 22/05/2025 signé pour clôturer l'établissement sur sa totalité, ainsi que le bon de commande du 28/05/2025. Lors de la visite sur site, il a été constaté la mise en place d'une clôture sur la totalité de la périphérie du site, d'une hauteur de 2 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôles des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 40
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles
Prescription contrôlée : Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques doit être effectué au moins une fois par an. Les constats ainsi réalisés doivent être analysés et traités de façon formalisée, les documents correspondants doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a adressé : <ul style="list-style-type: none">• le rapport de vérification des installations électriques du 02/10/2024 ;• le rapport de vérification Q18 du 02/10/2024 (certificat de vérification des installations électriques du bâtiment généralement demandé par les assureurs) ;• le compte-rendu Q19 du 27/09/2024 (certificat de vérification des installations électriques par thermographie infrarouge généralement demandé par les assureurs). Le rapport de <u>vérification des installations électriques du 02/10/2024</u> montre : <ul style="list-style-type: none">• Observations domaine haute tension<ul style="list-style-type: none">◦ 2 observations dont 2 récurrentes.• Observations domaine basse tension<ul style="list-style-type: none">◦ 37 observations dont 34 récurrentes. L'inspection fait remarquer le maintien de 36 observations récurrentes. L'exploitant indique que 26 observations ont déjà été levées au 23/04/2025 selon le rapport du référent maintenance. Il indique également que le reste des non-conformités est issu du

dysfonctionnement du poste de livraison, celui-ci n'étant pas aux normes. Il indique que la commande a été faite et qu'ENEDIS doit intervenir en novembre.

Le rapport de **vérification Q18 du 02/10/2024** montre :

- Une vérification partielle des installations (les bureaux du 1^{er} étage du bâtiment administratif n'ont pas été vérifiés, les dispositifs différentiels à courant résiduel (DDR) n'ont pas pu être testés).
- **L'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.**
- Un danger déjà signalé et non levé "Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités".

Le **compte-rendu Q19 du 27/09/2024** met en avant :

- une anomalie de priorité 2 ;
- les cellules haute tension n'étant pas équipées de hublot infrarouge, prévoir une campagne de mesures ultrason sur ces cellules ;
- assurer un nettoyage régulier du poste haute tension et des armoires électriques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour l'ensemble des observations et anomalies relevées dans le cadre des vérifications des installations électriques, l'exploitant doit engager des actions correctives dans les meilleurs délais, en les priorisant au regard des enjeux, et notamment le risque d'incendie ou d'explosion présenté par les installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Autosurveillance des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 26.3

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles périodiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les 3 ans, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, doivent être réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations, aux emplacements suivants :

Point 1 : limite est de Propriété ;

Point 2 : limite nord de propriété ;

Point 3 : limite nord-ouest de propriété ;

Point 4 : limite sud-ouest de propriété et en ZER : maison d'habitation située sur les parcelles 470 et 471

Point 5 : en ZER : maison d'habitation de Monsieur MARIO. [...]

Les mesures doivent être effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis :

- le rapport de contrôle acoustique de novembre 2021 ;
- le rapport de contrôle inopiné du 04/10/2022 ;
- la proposition technique et commerciale du 06/05/2025 ;
- un bon de commande du 12 mai 2025 pour la réalisation de mesures de bruit en septembre 2025.

Il devra transmettre le rapport de mesure du mois de septembre 2025 à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Niveaux sonores et émergences

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 26.2

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques admissibles

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :

Zones concernées	De 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	De 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	De 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés	De 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés
	Niveau limite en dB(A)	Émergence en dB(A)	Niveau limite en dB(A)	Émergence en dB(A)
1	65		60	
2	65		60	
3	65		60	

4		5		4
5		5		4

Constats :

L'exploitant a transmis :

- la proposition technique et commerciale du 06/05/2025 ;
- le bon de commande du 12/05/2025 ;
- le rapport de contrôle inopiné bruit du 04/10/2022.

Le rapport de contrôle inopiné du 04/10/2022 met en évidence :

- **En limite de propriété**
 - les niveaux sonores mesurés de jour comme de nuit sont inférieurs aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du site.
- **En zone à émergence réglementée**
 - **Aux points 4 et 5, en période diurne, l'émergence est non-conforme à l'émergence réglementaire**
 - **au point 4 : 7,1 au lieu de 5 ;**
 - **au point 5: 10,5 au lieu de 5.**
 - Au point 6, en périodes diurne et nocturne, l'émergence est inférieure à l'émergence réglementaire.

L'exploitant indique qu'il connaît les mesures à mettre en place et que celles-ci seront mises en place au plus vite.

Il indique que la prochaine mesure est prévue en septembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- justifier la levée des non-conformités aux points 4 et 5 des zones à émergences réglementées en réalisant une mesure des niveaux sonores dans les meilleurs délais ;
- transmettre les résultats à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prévention des envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses doivent être prises : <ul style="list-style-type: none">• les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées,• les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en tant que de besoin,• les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées,• des écrans de végétation doivent être mis en place. Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.
Constats : Lors de la visite sur site, il a été constaté que le sol de certaines parties de l'installation était fissuré, générant de la poussière lors du passage des camions. L'exploitant est conscient de la situation et a indiqué qu'un budget a été alloué à cela. Il a été constaté que le sol à la sortie du site a été refait. L'exploitant indique également que les salariés procèdent à un nettoyage régulier de l'installation afin d'éviter l'accumulation de poussières.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder à la réfection du sol de certaines parties de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.
Constats :

<p>Il a été constaté que les bennes de stockage de la ferraille dans la zone extérieure ne sont pas protégées des eaux météoriques. L'exploitant doit protéger les bennes situées à l'extérieur pour éviter le ruissellement.</p> <p>L'exploitant indique qu'il déplacera les bennes sur une zone sur rétention à l'intérieur des bâtiments.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les bennes de stockage de ferrailles sont protégées des eaux météoriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>